

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche

3000 Berne

Par courrier électronique à [bfi-botschaft@sbfi.admin.ch](mailto:bfi-botschaft@sbfi.admin.ch)

Lausanne, le 22 septembre 2023

(Deutsch weiter unten)

## Consultation relative au Message FRI 2025-2028 : prise de position du Syndicat des services publics

Monsieur le Conseiller fédéral,

Madame, Monsieur,

Nous vous faisons parvenir la prise de position du Syndicat des services publics dans le cadre de la consultation ouverte le 2 juin dernier au sujet du projet de Message concernant l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2025 à 2028 (ci-après Message FRI).

Nous saluons le fait que ce Message soit désormais soumis à un processus de consultation. Nous transmettons ici des considérations portant de manière générale sur le domaine FRI ainsi que des remarques et propositions en lien avec les thématiques sur lesquelles notre syndicat s'est particulièrement engagé au cours de la période 2021-2024.

### Financement

Le Message prévoit une croissance nominale de seulement 2% en moyenne pour le domaine FRI. De plus, il indique que les montants maximums ne seront pas nécessairement disponibles, car ils sont dépendants de l'évolution de la situation financière de la Confédération. En comparaison, les dépenses en faveur de l'armée bénéficieront d'une croissance de 5,1% en valeur nominale, montrant ainsi que la fixation des budgets relève de choix politiques et non de contraintes dues à la "situation financière".

Nous observons une pression maximale sur les économies dans le domaine FRI, puisque le Conseil fédéral prévoit en plus, pour le budget 2024 (qui sert de base pour la période FRI 2025-2028), de réduire de 2% les dépenses dans ce domaine et de renoncer à une pleine compensation du renchérissement. En même temps, les coupes prévues par le Conseil fédéral dans des domaines aussi essentiels que celui de la formation ne l'empêchent pas de maintenir son projet de "taxe au tonnage", un cadeau fiscal offert aux grandes entreprises actives dans le négoce des matières premières.

Nous demandons donc, comme l'Union syndicale suisse (USS), un taux de croissance moyen réel d'au moins 2,5% dans le domaine FRI, ainsi que l'abandon des plafonds fixes de dépenses. Il est également impératif que le renchérissement soit compensé. Il ne sera pas possible de maintenir le niveau "d'excellence" du domaine FRI, dont se félicite le Message, sans moyens financiers supplémentaires.

L'augmentation des ressources ne doit pas se concentrer uniquement sur les secteurs considérés comme les plus prestigieux ou susceptibles de "renforcer la compétitivité" de la Suisse. Elle doit englober toutes les composantes du domaine FRI, afin de garantir une formation de qualité dans tous les domaines professionnels et à tous les échelons du système éducatif.

### **Des intentions sans moyens de les réaliser?**

De nombreux défis mentionnés dans le Message ne pourront pas être relevés dans un contexte de réduction des moyens. Certes, nous ne pouvons que nous réjouir de lire que "le Conseil fédéral va poursuivre ses efforts pour réduire les discriminations et les inégalités dans tous les domaines de la formation, de la recherche et de l'innovation". Cependant, de belles déclarations de principe ne suffisent pas. Le Message FRI doit prévoir des mesures concrètes pour répondre au mandat constitutionnel (art. 8) qui interdit toute forme de discrimination.

Nous demandons des actions spécifiques dans les domaines suivants :

- La lutte contre les inégalités sociales. L'objectif que 95% des jeunes de 25 ans possèdent un diplôme du secondaire II n'est toujours pas atteint, alors qu'il avait été fixé pour l'année... 2015! Nous soutenons à cet égard les demandes formulées par l'USS pour les secteurs de la formation professionnelle, de la formation continue et des aides à la formation.
- La mise en œuvre de l'égalité entre les genres. Cet objectif est présenté comme prioritaire dans tous les précédents Messages FRI, mais les avancées sont beaucoup trop lentes. Il est grand temps d'exiger une concrétisation du principe d'égalité à tous les niveaux du système de formation.

De plus, une réelle prise de conscience des enjeux climatiques, pour lesquels le domaine FRI joue un rôle crucial, devrait déboucher sur la mise à disposition de ressources adéquates.

### **Conditions d'enseignement et de recherche**

La formation, la recherche et l'innovation sont effectuées par des personnes et il est crucial de ne pas négliger leurs conditions de travail. Le Message FRI ne s'intéresse pas à ces dernières, qui pourtant sont étroitement liées à la qualité du travail fourni. Les institutions de formation sont tenues légalement d'assurer la protection de la santé des personnes qui y travaillent, et elles devraient se saisir avec beaucoup plus d'attention des problèmes tels que la surcharge, l'épuisement, le burn-out, ou encore le harcèlement sexuel et les violences sexuelles.

Contrairement au Conseil fédéral, nous ne pensons pas que "la concurrence [soit] un vecteur important de la qualité et des innovations". La coopération, le travail collectif et la collaboration sont des moteurs bien plus fondamentaux pour garantir la qualité du travail.

### **Précarité du corps intermédiaire des hautes écoles**

Au cours des deux dernières années, la précarité du corps intermédiaire dans les hautes écoles a suscité beaucoup d'attention, dans les milieux académiques comme dans les médias et dans le monde politique. Nous nous étonnons donc qu'il ne soit pas accordé plus d'attention à cette thématique dans le Message. Pour rappel, une pétition munie de 8600 signatures a été déposée à la Chancellerie fédérale le 8 octobre 2021. La Session des femmes 2021 a adopté la pétition "Pour l'égalité des chances et le soutien de la relève scientifique, augmentons le financement de base et créons plus d'emplois permanents dans les hautes écoles universitaires" et un postulat "Pour l'égalité des chances et le soutien de la relève scientifique" a été adopté par le Conseil national le 9 juin 2022. Ce postulat charge le Conseil fédéral de répondre, dans le cadre de ce Message, à des questions très importantes. Or le projet mentionne à peine ce postulat et recommande son classement, avec pour seule justification

le fait qu'"un rapport externe destiné à servir de base aux réponses a été commandé pour l'été 2023".

Le Message se contente d'évoquer un "soutien aux jeunes chercheurs dans la planification de leur carrière". Or il ne peut y avoir de planification sans des actions fortes pour que les carrières gagnent en stabilité. Il en va aussi des questions d'égalité: sans changements structurels concernant les conditions d'engagement et sans remise en cause de la culture de la compétition, les inégalités de genre dans l'enseignement supérieur ne pourront pas être résolues.

Nous considérons ainsi que le Message passe sous silence un enjeu majeur. Sur ce point, il doit être revu en profondeur.

S'agissant du Fonds national suisse (FNS), nous regrettons qu'on se soit contenté d'une modification de ses statuts, modification qui entrera en vigueur en 2024. Une réflexion plus fondamentale aurait dû être menée. Il doit être de la responsabilité du FNS de garantir de bonnes conditions pour la recherche, et par conséquent de bonnes conditions de travail pour les chercheuses et chercheurs. Par ailleurs, il est à nos yeux anormal que la principale instance de financement de la recherche en Suisse soit une fondation de droit privé.

### **Deux propositions de modifications légales**

Au vu de ce qui précède, et pour favoriser des avances concrètes, il nous paraît nécessaire d'introduire deux compléments dans le dispositif légal (voir annexe):

- Parmi les critères pour l'accréditation d'une haute école (art. 30 LEHE), nous proposons d'ajouter les conditions de travail des salarié-es
- Parmi les buts du FNS (art. 10 LERI), il serait judicieux d'ajouter un alinéa garantissant de bonnes conditions-cadres pour la recherche.

Nous vous remercions de prendre en considération nos remarques et propositions. Nous restons à votre disposition pour toute clarification ou discussion supplémentaire.

Avec nos salutations distinguées.

Pour la Commission fédérative Formation, éducation et recherche du SSP

Philippe Martin  
secrétaire central

## Annexe

## Propositions de modifications légales

Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (Loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE)	
Droit en vigueur	Proposition du SSP
<p><b>Art. 30</b> Conditions de l'accréditation d'institution</p> <p>1 L'accréditation d'institution est accordée aux conditions suivantes:</p> <p>a. la haute école ou toute autre institution du domaine des hautes écoles dispose d'un système d'assurance de la qualité garantissant:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. la qualité de l'enseignement, de la recherche et des prestations de services et une qualification appropriée de son personnel,</li> <li>2. le respect des conditions d'admission aux hautes écoles prévues aux art. 23, 24 ou 25 et, le cas échéant, des principes concernant la nature des études dans les hautes écoles spécialisées prévus à l'art. 26,</li> <li>3. une direction et une organisation efficaces,</li> <li>4. un droit de participation approprié des personnes relevant de l'institution,</li> <li>5. la promotion de l'égalité des chances et de l'égalité dans les faits entre les hommes et les femmes dans l'accomplissement de ses tâches,</li> <li>6. la prise en compte d'un développement économiquement, socialement et écologiquement durable dans l'accomplissement de ses tâches,</li> <li>7. un contrôle de la réalisation de son mandat;</li> </ol>	<p><b>Art. 30</b> Conditions de l'accréditation d'institution</p> <p>1 L'accréditation d'institution est accordée aux conditions suivantes:</p> <p>a. la haute école ou toute autre institution du domaine des hautes écoles dispose d'un système d'assurance de la qualité garantissant:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. la qualité de l'enseignement, de la recherche et des prestations de services et une qualification appropriée de son personnel,</li> <li>2. le respect des conditions d'admission aux hautes écoles prévues aux art. 23, 24 ou 25 et, le cas échéant, des principes concernant la nature des études dans les hautes écoles spécialisées prévus à l'art. 26,</li> <li>3. une direction et une organisation efficaces,</li> <li>4. un droit de participation approprié des personnes relevant de l'institution,</li> <li><b>5. des conditions de travail correctes pour le personnel,</b></li> <li>6. la promotion de l'égalité des chances et de l'égalité dans les faits entre les hommes et les femmes dans l'accomplissement de ses tâches,</li> <li>7. la prise en compte d'un développement économiquement, socialement et écologiquement durable dans l'accomplissement de ses tâches,</li> <li>8. un contrôle de la réalisation de son mandat;</li> </ol>

Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI)	
Droit en vigueur	Proposition du SSP
<p>Art. 10 Fonds national suisse de la recherche scientifique</p> <p>(...)</p> <p>2. Le FNS utilise les contributions qui lui sont allouées par la Confédération notamment dans les buts suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. encourager la recherche dans le cadre des instruments qu'il a définis;</li> <li>b. participer aux programmes d'encouragement et aux projets de recherche en réseau de son choix à l'échelle nationale et internationale;</li> <li>c. exécuter sur mandat du Conseil fédéral les programmes d'encouragement à l'échelle nationale définis par ce dernier, notamment les programmes nationaux de recherche et les pôles de recherche nationaux;</li> <li>d. assurer sur mandat du Conseil fédéral la participation de la Suisse à des programmes internationaux définis par ce dernier;</li> <li>e. soutenir des mesures d'exploitation et de mise en valeur de résultats issus des recherches qu'il a soutenues.</li> </ul>	<p>Art. 10 Fonds national suisse de la recherche scientifique</p> <p>(...)</p> <p>2. Le FNS utilise les contributions qui lui sont allouées par la Confédération notamment dans les buts suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. encourager la recherche dans le cadre des instruments qu'il a définis;</li> <li><b>b. garantir de bonnes conditions-cadres pour les chercheuses et chercheurs;</b></li> <li>c. participer aux programmes d'encouragement et aux projets de recherche en réseau de son choix à l'échelle nationale et internationale;</li> <li>d. exécuter sur mandat du Conseil fédéral les programmes d'encouragement à l'échelle nationale définis par ce dernier, notamment les programmes nationaux de recherche et les pôles de recherche nationaux;</li> <li>e. assurer sur mandat du Conseil fédéral la participation de la Suisse à des programmes internationaux définis par ce dernier;</li> <li>f. soutenir des mesures d'exploitation et de mise en valeur de résultats issus des recherches qu'il a soutenues.</li> </ul>

## **Vernehmlassung zur BFI-Botschaft 2025-2028: Stellungnahme des Verbandes des Personals Öffentlicher Dienste (VPOD)**

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir unterbreiten Ihnen die Stellungnahme des Verbands des Personals öffentlicher Dienste im Rahmen der am 2. Juni eröffneten Vernehmlassung zum Entwurf der Botschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Innovation in den Jahren 2025-2028 (nachfolgend BFI-Botschaft).

Wir begrüssen die Eröffnung der Vernehmlassung zu dieser Botschaft und übermitteln Ihnen hier unsere allgemeinen Überlegungen zum BFI-Bereich sowie unsere Bemerkungen und Vorschläge zu den Themen, für die sich unsere Gewerkschaft in der Periode 2021-2024 besonders eingesetzt hat.

### **Finanzierung**

Die Botschaft sieht für den BFI-Bereich ein nominales Wachstum von durchschnittlich nur 2% vor. Sie weist zudem darauf hin, dass die Maximalbeträge nicht unbedingt zur Verfügung stehen werden, da sie von der Entwicklung der Finanzlage des Bundes abhängen. Im Vergleich dazu werden die Ausgaben für die Armee nominal um 5,1 % steigen, was zeigt, dass die Festlegung der Budgets eine Frage politischer Entscheidungen und nicht der "Finanzlage" ist.

Wir beobachten einen maximalen Spardruck im BFI-Bereich, da der Bundesrat auch für das Budget 2024 (das als Grundlage für die BFI-Periode 2025-2028 dient) eine Kürzung der BFI-Ausgaben um 2% und einen Verzicht auf den vollen Teuerungsausgleich vorsieht. Die vom Bundesrat geplanten Kürzungen in so zentralen Bereichen wie der Bildung hindern ihn aber nicht daran, an seinem Projekt der " Tonnagesteuer " festzuhalten, einem Steuergeschenk für Grossunternehmen, die im Rohstoffhandel tätig sind.

Wir fordern deshalb zusammen mit dem Schweizerischen Gewerkschaftsbund (SGB) ein durchschnittliches reales Wachstum von mindestens 2,5% im BFI-Bereich sowie die Abschaffung der fixen Zahlungsrahmen. Ein Ausgleich der Teuerung ist ebenfalls unabdingbar. Ohne zusätzliche finanzielle Mittel wird es nicht möglich sein, die in der Botschaft geforderte "Exzellenz" im BFI-Bereich aufrechtzuerhalten.

Die Erhöhung der Mittel darf sich nicht nur auf jene Bereiche konzentrieren, die als besonders prestigeträchtig gelten oder die "Wettbewerbsfähigkeit" der Schweiz stärken können. Sie muss alle Bereiche der BFI umfassen, um eine qualitativ hochstehende Ausbildung in allen Berufsfeldern und auf allen Stufen des Bildungssystems zu gewährleisten.

### **Nur Absichten, aber keine Mittel, um sie zu verwirklichen?**

Viele der in der Botschaft genannten Herausforderungen lassen sich bei knappen Mitteln nicht bewältigen. Es ist zwar erfreulich zu lesen, dass "der Bundesrat seine Anstrengungen zum Abbau von Diskriminierungen und Ungleichheiten in allen Bereichen von Bildung, Forschung und Innovation fortsetzen wird". Schöne Grundsatzklärungen genügen aber nicht. Die BFI-Botschaft muss konkrete Massnahmen vorsehen, um dem Verfassungsauftrag (Art. 8), der jede Form von Diskriminierung verbietet, nachzukommen.

Wir fordern konkrete Massnahmen in folgenden Bereichen:

- Bekämpfung der sozialen Ungleichheiten. Das Ziel, dass 95 % der 25-Jährigen über einen Abschluss der Sekundarstufe II verfügen, ist noch nicht erreicht, obwohl es für das Jahr 2015 festgelegt wurde. In diesem Zusammenhang unterstützen wir die Forderungen des SGB in den Bereichen Berufsbildung, Weiterbildung und Ausbildungsbeihilfen.
- Umsetzung der Gleichstellung von Frauen und Männern. Dieses Ziel wird in allen Programmen als Priorität genannt.

Darüber hinaus sollte ein echtes Bewusstsein für die klimatischen Herausforderungen, bei denen der BFI-Sektor eine entscheidende Rolle spielt, zur Bereitstellung angemessener Ressourcen führen.

### **Arbeitsbedingungen für Bildung und Forschung**

Bildung, Forschung und Innovation werden von Menschen geleistet, und es ist wichtig, dass ihre Arbeitsbedingungen nicht vernachlässigt werden. Diese werden in der BFI-Botschaft nicht thematisiert, stehen aber in engem Zusammenhang mit der Qualität der geleisteten Arbeit. Die Bildungsinstitutionen sind gesetzlich verpflichtet, den Gesundheitsschutz der dort arbeitenden Personen zu gewährleisten, und sie sollten Problemen wie Überlastung, Erschöpfung, Burn-out oder auch sexueller Belästigung und Gewalt viel mehr Aufmerksamkeit schenken.

Im Gegensatz zum Bundesrat sind wir nicht der Meinung, dass "Wettbewerb ein wichtiger Motor für Qualität und Innovation" ist. Kooperation, Teamarbeit und Zusammenarbeit sind viel grundlegendere Triebkräfte, um die Qualität der Arbeit zu sichern.

### **Die Prekarität des Mittelbaus an den Hochschulen**

In den letzten zwei Jahren hat die Prekarität des Mittelbaus an den Hochschulen sowohl in akademischen Kreisen als auch in den Medien und in der Politik viel Aufmerksamkeit erregt. Wir sind deshalb erstaunt, dass diese Thematik in der Botschaft nicht mehr Beachtung findet. Zur Erinnerung: Am 8. Oktober 2021 wurde bei der Bundeskanzlei eine Petition mit 8600 Unterschriften eingereicht. Die Frauensession 2021 hat die Petition "Für Chancengleichheit und die Förderung des wissenschaftlichen Nachwuchses, Erhöhung der Grundfinanzierung und Schaffung von mehr Dauerstellen an den universitären Hochschulen" angenommen und der Nationalrat hat am 9. Juni 2022 ein Postulat "Für Chancengleichheit und die Förderung des wissenschaftlichen Nachwuchses" überwiesen. Dieses Postulat beauftragt den Bundesrat, im Rahmen der vorliegenden Botschaft sehr wichtige Fragen zu beantworten. Der Entwurf erwähnt dieses Postulat jedoch kaum und empfiehlt dessen Abschreibung mit der einzigen Begründung, dass "ein externer Bericht, der als Grundlage für die Antworten dienen soll, für den Sommer 2023 in Auftrag gegeben wurde".

In der Botschaft ist lediglich die Rede davon, "junge Forscher bei der Planung ihrer Laufbahn zu unterstützen". Eine solche Planung ist jedoch ohne starke Massnahmen zur Erhöhung der Laufbahnstabilität nicht möglich. Das Gleiche gilt für Gleichstellungsfragen: Ohne strukturelle Veränderungen der Anstellungsbedingungen und ohne eine Infragestellung der Wettbewerbskultur wird es nicht möglich sein, die Ungleichheiten zwischen den Geschlechtern im Hochschulbereich zu beseitigen.

Wir sind daher der Ansicht, dass die Botschaft eine wichtige Herausforderung ausklammert. In diesem Punkt muss sie grundlegend überarbeitet werden.

In Bezug auf den Schweizerischen Nationalfonds (SNF) bedauern wir, dass man sich auf eine Statutenänderung beschränkt hat, die 2024 in Kraft treten wird. Hier hätten grundlegendere Überlegungen angestellt werden müssen. Es muss in der Verantwortung des SNF liegen, gute Bedingungen für die Forschung und damit auch gute Arbeitsbedingungen für die Forschenden

zu gewährleisten. Zudem ist es unseres Erachtens nicht in Ordnung, dass die wichtigste Instanz der Forschungsförderung in der Schweiz eine privatrechtliche Stiftung ist.

**Zwei Vorschläge für Gesetzesänderungen**

Vor dem Hintergrund der obigen Ausführungen und um konkrete Fortschritte zu fördern, erachten wir es als notwendig, zwei Ergänzungen in das gesetzliche Regelwerk aufzunehmen (vgl. Anhang):

- Bei den Kriterien für die Akkreditierung einer Hochschule (Art. 30 HFKG) schlagen wir vor, die Arbeitsbedingungen des Personals zu ergänzen.
- Bei den Zielen des SNF (Art. 10 FIFG) wäre es sinnvoll, einen Absatz einzufügen, der gute Rahmenbedingungen für die Forschung garantiert.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Bemerkungen und Vorschläge. Für weitere Abklärungen und Diskussionen stehen wir gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

Für die Verbandskommission Bildung, Erziehung und Wissenschaft des VPOD

Philippe Martin  
Zentralsekretär

**Anhang**

**Vorgeschlagene Gesetzesänderungen**

Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz, HFKG)	
Geltendes Recht	Vorschlag VPOD
<p><b>Art. 30</b> Voraussetzungen für die institutionelle Akkreditierung</p> <p>1 Für die institutionelle Akkreditierung gelten die folgenden Voraussetzungen:</p> <p>a. Die Hochschule oder die andere Institution des Hochschulbereichs verfügt über ein Qualitätssicherungssystem, das Gewähr dafür bietet, dass:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Lehre, Forschung und Dienstleistung von hoher Qualität sind und das Personal entsprechend qualifiziert ist;</li> <li>2. die Zulassungsvoraussetzungen nach Artikel 23, 24 oder 25 erfüllt sowie</li> </ol>	<p><b>Art. 30</b> Voraussetzungen für die institutionelle Akkreditierung</p> <p>1 Für die institutionelle Akkreditierung gelten die folgenden Voraussetzungen:</p> <p>a. Die Hochschule oder die andere Institution des Hochschulbereichs verfügt über ein Qualitätssicherungssystem, das Gewähr dafür bietet, dass:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Lehre, Forschung und Dienstleistung von hoher Qualität sind und das Personal entsprechend qualifiziert ist;</li> <li>2. die Zulassungsvoraussetzungen nach Artikel 23, 24 oder 25 erfüllt sowie</li> </ol>



<p>gegebenenfalls die Grundsätze über die Studiengestaltung an Fachhochschulen nach Artikel 26 eingehalten sind;</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3. eine leistungsfähige Hochschulorganisation und -leitung vorhanden sind;</li> <li>4. den Hochschulangehörigen angemessene Mitwirkungsrechte zustehen;</li> <li>5. die Aufgaben so erfüllt werden, dass die Chancengleichheit und die tatsächliche Gleichstellung von Mann und Frau gefördert werden;</li> <li>6. die Aufgaben im Einklang mit einer wirtschaftlich, sozial und ökologisch nachhaltigen Entwicklung erfüllt werden;</li> <li>7. überprüft werden kann, ob die Institution ihren Auftrag erfüllt.</li> </ol>	<p>gegebenenfalls die Grundsätze über die Studiengestaltung an Fachhochschulen nach Artikel 26 eingehalten sind;</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3. eine leistungsfähige Hochschulorganisation und -leitung vorhanden sind;</li> <li>4. den Hochschulangehörigen angemessene Mitwirkungsrechte zustehen;</li> <li>5. <b>angemessene Arbeitsbedingungen für das Personal,</b></li> <li>6. die Aufgaben so erfüllt werden, dass die Chancengleichheit und die tatsächliche Gleichstellung von Mann und Frau gefördert werden;</li> <li>7. die Aufgaben im Einklang mit einer wirtschaftlich, sozial und ökologisch nachhaltigen Entwicklung erfüllt werden;</li> <li>8. überprüft werden kann, ob die Institution ihren Auftrag erfüllt.</li> </ol>
--	--

Bundesgesetz über die Förderung der Forschung und der Innovation (FIFG)	
Geltendes Recht	Vorschlag VPOD
<p>Art. 10 Schweizerischer Nationalfonds</p> <p>(...)</p> <p>2 Er verwendet die ihm vom Bund gewährten Beiträge namentlich für:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. die Förderung im Rahmen seiner von ihm festgelegten Förderinstrumente;</li> <li>b. die von ihm beschlossene Beteiligung an Förderprogrammen und vernetzten Forschungsvorhaben auf nationaler und internationaler Ebene;</li> <li>c. die Durchführung der vom Bundesrat beschlossenen und in Auftrag gegebenen nationalen Förderprogramme, namentlich der nationalen Forschungsprogramme und der nationalen Forschungsschwerpunkte;</li> <li>d. die vom Bundesrat beschlossene und in Auftrag gegebene Beteiligung der Schweiz an internationalen Programmen;</li> <li>e. die Unterstützung von Massnahmen der Auswertung und Verwertung von Resultaten aus der von ihm geförderten Forschung.</li> </ol>	<p>Art. 10 Schweizerischer Nationalfonds</p> <p>(...)</p> <p>2 Er verwendet die ihm vom Bund gewährten Beiträge namentlich für:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. die Förderung im Rahmen seiner von ihm festgelegten Förderinstrumente;</li> <li>b. <b>Gewährleistung guter Rahmenbedingungen für Forscherinnen und Forscher;</b> die von ihm beschlossene Beteiligung an Förderprogrammen und vernetzten Forschungsvorhaben auf nationaler und internationaler Ebene;</li> <li>c. die Durchführung der vom Bundesrat beschlossenen und in Auftrag gegebenen nationalen Förderprogramme, namentlich der nationalen Forschungsprogramme und der nationalen Forschungsschwerpunkte;</li> <li>d. die vom Bundesrat beschlossene und in Auftrag gegebene Beteiligung der Schweiz an internationalen Programmen;</li> <li>e. die Unterstützung von Massnahmen der Auswertung und Verwertung von Resultaten aus der von ihm geförderten Forschung.</li> </ol>